

Séance du 08/10/2024

Département  
des  
Pyrénées-Orientales

L'an 2024  
et le Mardi 8 octobre  
à 20H00

le Conseil municipal de la commune, régulièrement convoqué, s'est réuni  
au nombre prescrit par la loi, dans le lieu habituel de ses séances.

sous la présidence de : **Huguette PONS**

**Présents :**

Véronique Capdeville, Cyrille de Foucher, Denis Joliveau, Marie-Agnès Lanoy,  
Michel Lesot, Joséphine Palé, Josée Perlaut, Huguette Pons, Nathalie Pujol.

**Absent(s) ayant donné procuration :** Jean-Louis Catala à Michel Lesot,  
Agnès Gontaud à Huguette Pons, Aurélie Justafre à Véronique Capdeville,  
Sébastien Lleida à Marie-Agnès Lanoy, Hervé Vignery à Joséphine Palé.

**Absent(s) excusé(s) :** Hervé Stéphan.

A été nommée secrétaire de séance :

Nathalie Pujol.

**NOMBRE DE MEMBRES**

afférents au Conseil Municipal	en exercice	Ayant pris part à la délibération
9	15	14

Date de la convocation  
et d'affichage

04/10/2024

Transmis à la  
Sous Préfecture

11/10/2024

Objet de la Délibération  
n°04-08.10.2024

**Prescription d'une Déclaration de Projet emportant mise en  
Compatibilité du Plan Local d'Urbanisme (DPMecPLU) de Montesquieu-  
des-Albères pour la réalisation d'un parc photovoltaïque aux  
Trompettes Basses.**

Madame le Maire expose :

**Vu** le Code Général des Collectivités Territoriales ;  
**Vu** la loi Solidarité et Renouvellement Urbains du 13 décembre 2000 et ses  
décrets d'application ;  
**Vu** la Loi Engagement National pour l'Environnement du 12 juillet 2010 ;  
**Vu** la loi 2014-366 du 24 mars 2014 pour l'accès au logement et un  
urbanisme rénové ;  
**Vu** le Code de l'Urbanisme et notamment les articles L300-2, L300-6, L153-  
54, L153-55 1.b, L153-58 2° et R 153-13 à R153-17 ;  
**Vu** l'ordonnance du 23 septembre 2015 relative à la partie législative du livre  
1er du code l'urbanisme ;  
**Vu** le Décret n°2012-290 du 29 février 2012 relatif aux documents  
d'urbanisme ;  
**Vu** le Décret n°2013-142 du 14 février 2013 portant clarification et  
simplification des procédures d'élaboration, de modification et de révision des  
documents d'urbanisme ;  
**Vu** la délibération n°07.24.01.2023 du Conseil Municipal de Montesquieu-  
des-Albères en date du 24 janvier 2023 approuvant le projet d'installation de  
panneaux photovoltaïques ;  
**Vu** le Plan Local d'Urbanisme de la Commune de Montesquieu-des-Albères ;  
**Considérant** que dans le cadre de l'atteinte des objectifs du Grenelle de  
l'environnement (2007-2012) et des objectifs fixés par la loi Énergies-climat  
promulguée le 8 novembre 2019 qui visent notamment d'atteindre 33%  
d'énergies renouvelables dans le mix énergétique national d'ici 2030, la ville  
de Montesquieu-des-Albères souhaite permettre la réalisation d'installations  
de production d'énergie à partir de ressources renouvelables sur son  
territoire ;

La présente décision peut faire l'objet  
d'un recours gracieux devant son auteur  
dans les deux mois à compter de sa  
publication. La présente décision peut  
également faire l'objet d'un recours  
contentieux dans les deux mois à  
compter de sa publication devant le  
Tribunal administratif de Montpellier.  
Précision faite que la requête présentée  
devant le Tribunal administratif fait  
obligation d'acquiescer la contribution pour  
l'aide juridique prévue à l'article 1635  
bis Q du Code général des impôts ou, à  
défaut, de justifier du dépôt d'une  
demande d'aide juridictionnelle.

Notifiée et publiée le

PRÉFECTURE des PYRÉNÉES-ORIENTALES

11 OCT. 2024

COURRIER

111024



**Considérant** cependant que le PLU en vigueur n'autorise pas en l'état la réalisation du projet de centrale photovoltaïque au sol porté par l'entreprise ABO Energy ;

**Considérant** que la commune a donc décidé d'engager une procédure de déclaration de projet visant la compatibilité des règles du PLU avec le projet ;

**Considérant** que la collectivité considère l'intérêt général du projet et décide de mener une déclaration de projet pour permettre l'installation du parc ;

**Considérant** que le projet de centrale solaire au sol, qui fait l'objet de la procédure de déclaration de projet emportant mise en compatibilité du PLU, repose sur un site d'une superficie totale d'environ 6,8 hectares, au droit d'un délaissé ferroviaire ;

**Considérant** que la déclaration de projet vise les opérations qui ne seraient pas compatibles avec les dispositions d'un PLU, qu'il s'agit de la procédure de mise en compatibilité avec une opération d'intérêt général prévues par les articles L153-54 à L153-59 du code de l'urbanisme, que la déclaration de projet permet à la collectivité territoriale, bénéficiaire de l'opération, de procéder à la reconnaissance de son intérêt général ;

**Considérant** que la procédure de déclaration de projet se décompose comme suit :

- Lancement de la procédure;
- élaboration du rapport de présentation;
- saisine de l'autorité environnementale pour mise en œuvre d'une évaluation environnementale le cas échéant ;
- organisation de la réunion d'examen conjoint;
- saisine de la CDPENAF pour avis;
- demande de dérogation à l'urbanisation limitée auprès du Préfet du Département;
- organisation de l'enquête publique;
- approbation par l'autorité compétente du dossier de mise en compatibilité du plan local d'urbanisme.

**Considérant** que la loi Accélération et simplification de l'action publique du 8 décembre 2020 a modifié la procédure de déclaration de projet, qu'en effet, désormais, les déclarations de projets soumises à évaluation environnementale doivent mettre en place une concertation obligatoire avec la population avant l'enquête publique (L.103-2 du code de l'urbanisme);

**Considérant** que l'article L.103-4 du code de l'urbanisme précise que c'est à la commune de fixer ces modalités de concertation telles que proposées :

- affichage en mairie et sur le site internet qui informe la population sur la tenue et les modalités de cette concertation (15 jours),
- tenue d'un cahier de remarques en mairie (15 jours) ;

Le Conseil municipal, OUI l'exposé de la présidente, et après en avoir délibéré, à la majorité des membres présents moins une voix contre :

**ACTE** l'intérêt général du projet ;

**PRESCRIT** une déclaration de projet d'intérêt général emportant mise en compatibilité du PLU afin de permettre l'installation du parc photovoltaïque ;

**ACTE** que la déclaration de projet et le dossier de mise en comptabilité du PLU feront l'objet d'un examen conjoint des personnes publiques associées, tel que prévue par l'article L153-54 du code de l'urbanisme.

**DECIDE** des modalités de concertation avec la population comme suit :

- affichage en mairie et sur le site internet qui informe la population sur la tenue et les modalités de cette concertation (15 jours).
- tenue d'un cahier de remarques en mairie (15 jours).

**AUTORISE** le lancement de la procédure de déclaration de projet.

**SOLLICITE** la mise à disposition des services de l'Etat dans le cadre de la procédure.

**AUTORISE** Madame le Maire à signer tout document relatif à ce dossier et la **CHARGE** de faire toutes diligences utiles à l'exécution de la présente délibération, qui sera affichée en mairie et fera l'objet d'une mention dans un journal du département.

Ainsi fait et délibéré les jour, mois et an que dessus.

Pour extrait certifié conforme,

Le Maire, Huguette Pons

